

Maroc : la monarchie, le roi, le capitalisme

lundi 2 novembre 2015, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2015).

Sommaire

- [Forces et faiblesses de \(...\)](#)
- [Le roi, capitaliste absolu](#)

Les grands médias français d'État et ceux détenus par les financiers prédateurs se gardent de chanter d'autres louanges sur « les pays amis » que celles composées au Quai d'Orsay. Il en est ainsi du Maroc, dont Mohamed VI, le « roi des pauvres », opprime son peuple et celui du Sahara occidental annexé par l'armée d'Hassan II il y a quarante ans. Après la mort de ce dernier, la légende s'est répandue que le jeune monarque moderne, instruit, marié à une belle princesse qui fait le bien dans le royaume... tournerait le dos aux pratiques des années de plomb.

Qu'en est-il quinze ans plus tard, alors que nous célébrons la mémoire de Mehdi Ben Barka, arrêté il y a cinquante ans par la police française le 29 octobre 1965 et disparu dans les pattes de barbouzes marocains ? Un crime d'États dont Rabat et Paris n'assument pas la paternité, cachent la vérité, et refusent la justice...

Forces et faiblesses de la monarchie

La monarchie absolue s'est consolidée en infligeant une défaite au mouvement national et à ses ailes radicales après l'indépendance, symbolisée par l'assassinat de Ben Barka et l'écrasement dans le sang de la révolte populaire à Casablanca en mars 1965.

Elle a su combiner l'appareil d'État moderne, hérité de la colonisation, et les structures locales de domination : le makhzen, pouvoir central mais aussi un mode de domination visant à centraliser les ressources et contrôler les territoires par le moyen de la force et de la cooptation. Elle a pu s'ériger comme une force sans concurrence et sans opposition réelle dans le champ politique institutionnel.

Derrière la façade pseudo-démocratique

Si Hassan II a été particulièrement brutal, il a consolidé, en fin de règne, une façade démocratique dont la fonction est de canaliser et corseter la contestation sociale et politique. Le multipartisme et les élections n'entament pas un système consensuel où ne sont remis en cause ni le cadre des politiques économiques, ni la suprématie du roi et de ses ministères de souveraineté, ni la gestion du Sahara occidental. Les scrutins dégagent des majorités et oppositions hétéroclites selon les circonstances et les besoins du pouvoir, quel que soit les résultats des urnes. La lutte des places permet de renouveler les élites, d'élargir le système de cooptation, de favoriser de nouveaux acteurs moins discrédités tout en maintenant un équilibre sous surveillance.

Ainsi, les dernières élections régionales montrent l'épuisement des partis historiques issus ou liés au mouvement national et la montée de nouvelles forces de substitution dans le paysage politique. C'est le cas du PAM (Parti de l'authenticité et de la modernité) créé par un proche du Palais et le PJD (Parti justice et développement), courant islamiste intégré.

Le Parlement et le gouvernement n'ont pas d'autonomie réelle. Autour du cabinet royal, existe un « gouvernement parallèle » issu de « l'État profond » qui pilote les décisions stratégiques. Sans compter le poids des ministères de souveraineté (défense, politique étrangère, intérieur) qui échappent au gouvernement, malgré la réformette constitutionnelle de 2011. Les walis (équivalent des préfets), nommés par le roi, ont plus de poids que le Premier ministre.

Cette méthode d'intégration/cooptation sans partage du pouvoir a été élargie au mouvement syndical et à la société civile dont une large partie est liée au financement européen ou aux fonds royaux. S'est construit ainsi une architecture du pouvoir où la monarchie, en apparence au-dessus de la mêlée, s'est entourée de médiations multiples, de tampons et relais vis-à-vis de la société.

La délégitimation du pouvoir

À la différence d'autres dictatures, la monarchie n'a pas cherché à faire le vide autour d'elle et a su s'appuyer et favoriser des corps intermédiaires, eux-mêmes en concurrence et contrôlés, légitimant son pouvoir. Elle a pu aussi, à travers un clientélisme d'État, consolider des appuis sociaux divers et jouer sur des registres de légitimité multiples. Celle qui procède de l'univers précapitaliste mettant en avant une sacralité religieuse et symbolique du pouvoir, le roi, « commandeur des croyants » et descendant du Prophète, celle moderne, inauguré par le pluralisme formel, une alternance électorale, une politique d'« assistance sociale » par l'intermédiaire de fondations ad hoc.

Mais l'ensemble des rapports de domination use des cordes classiques du système makhzen : la crainte, l'allégeance et la dépendance, y compris sur le terrain économique. Et le maintien d'un appareil sécuritaire pléthorique.

Ce système a permis au pouvoir d'augmenter ses « ressources de domination », mais sa légitimité est restreinte. Les élections voient un boycott massif : les partis et syndicats sont discrédités. Les dignes qui permettaient de maintenir une paix sociale ont largement volé en éclats. Nombre d'attributs de la monarchie sont contestés publiquement : le mélange du pouvoir et des affaires, le statut religieux, le maintien d'une politique répressive, la corruption institutionnalisée. La stratégie visant à récupérer les revendications sociales et démocratiques tout en les vidant de leur contenu ne fonctionne pas sur la durée.

L'ébranlement de l'autorité de l'État sous l'effet du M20F (le Mouvement du 20 février 2011) dans le cadre du processus régional, l'approfondissement de la crise sociale et de la façade démocratique, ont ouvert un processus souterrain de délégitimation du pouvoir et, en réponse, une fermeture des « marges démocratiques » tolérées jusque-là.

Paradoxalement, le pouvoir qui cherche à prévenir les risques d'un soulèvement populaire et démocratique plus radical, est en train d'en créer, par sa politique même, les conditions.

Chawqui Lotfi

Le roi, capitaliste absolu

Le gouvernement mène actuellement une large offensive : démantèlement du système de retraite, de la Caisse de compensation des prix, privatisation des services publics, refonte du code du travail et

réduction des budgets sociaux...

Le nombre des pauvres « absolus » a doublé en dix ans, atteignant officiellement 19 % de la population. La majorité des marocains vit avec moins de 3 euros par jour et survit avec un seul revenu. Des millions de personnes n'ont pas accès aux besoins les plus élémentaires d'éducation (68 % d'analphabètes), d'eau potable (57 % de la population y a accès), d'électricité, de soins (1 médecin pour 2 200 habitants, 1 % du PIB), de logements salubres.

Le chômage affecte la jeunesse d'une manière massive. Les salariés de la fonction publique sont soumis au gel des salaires, l'extension des contrats précaires, la baisse des effectifs et la dégradation des conditions de travail. Dans leur grande majorité, les salariés du privé n'ont pas accès aux droits les plus élémentaires. Plus de 43 000 entreprises déclarent des salaires inférieurs au salaire minimum garanti. Les allocations familiales sont de 20 euros par mois. Plus de 7 millions de retraités touchent une pension maximale de 60 euros par mois. 7,4 millions de personnes sont sans retraite.

Ce système de prédation organisée bénéficie au capital international mais aussi local. Le roi a le contrôle stratégique des institutions publiques, financières et économiques. Une des fonctions du secteur public est d'assurer l'accumulation privée de la famille régnante. Ainsi pour le domaine agricole, la pratique généralisée de la surfacturation et la sous-facturation permet le racket légal, la réduction des coûts de production, auxquels se combine un système de subventions et de commandes publiques taillés sur mesure. Et le recours à la Caisse de dépôt et de gestion pour « socialiser les pertes » des entreprises royales !

Holding royale

Le processus de privatisation, adossé au monopole du financement a permis l'émergence de monopoles privés liés aux intérêts de la famille royale. L'ONA/SNI (la holding de la famille royale) en est la colonne vertébrale : près du quart du PIB du Maroc, et 60 % de la capitalisation boursière ! Les lois budgétaires avalisent sans discussion l'entretien des palais et résidences (1 million d'euros par jour) et le budget royal (240 millions). Le monarque est le premier patron de l'agro-industrie, le premier propriétaire, banquier et investisseur, avec cette particularité que l'État est au service d'un capitaliste privé...

Ce système fonctionne parce qu'il s'appuie sur les lignées familiales historiques au service du makhzen, qui ont depuis lors intégré les couches supérieures de la bureaucratie civile et militaire et de la bourgeoisie de marché. Elles bénéficient d'un régime de faveur.

Ainsi, la réduction des impôts sur les grandes entreprises et hauts revenus a entraîné depuis 2007 un manque à gagner de 3 milliards de dirhams. Les vagues d'exonération/amnistie fiscale, en particulier dans le foncier et l'immobilier, ont généré une perte sèche de recettes de plus de 36 milliards. 431 milliards entre 2000 et 2009, et plus de 220 milliards pour la seule année 2011, ont été expatriés.

Des prébendes de divers ordres, sous formes d'agrément ou d'accès à des marchés, sont octroyées par le régime et peuvent être relevées par lui. Le droit à un statut donné dépend du degré d'allégeance et de fidélité. Une grande partie des dirigeants de groupes économiques privés/publics doit tout à la monarchie : leur statut d'entrepreneur par héritage, par cooptation ou nomination unilatérale. On doit aussi souligner le poids du secteur informel, en particulier dans les marchés de la contrebande et de la drogue qui bénéficient de la complicité des hauts sommets de l'État.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le « roi des pauvres »... apparaisse dans le magazine *Forbes*

comme l'une des plus grandes fortunes mondiales.

Chawqui Lotfi

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 309 (29/10/2015). <http://www.npa2009.org/>